|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli - 1/2 | Septembre 2018 |
| Demander que les cas d’exécutions extrajudiciaires soient élucidés | |
| Inde | |
| Salima Memcha et l’Association des familles de victimes d’exécutions extrajudiciaires au Manipur (EEVFAM) | |

|  |
| --- |
| Salima Memcha est l’une des centaines de personnes de l’État du Manipur, nord-est de l’Inde, dont des membres de la famille sont morts dans des exécutions extrajudiciaires.  Ensemble, ces familles ont créé un collectif: l’Association des familles de victimes d’exécutions extrajudiciaires au Manipur (EEVFAM). Tentant courageusement d’obtenir justice, des membres de l’EEVFAM et des militants travaillant avec l’organisation ont recueilli des informations sur nombre de ces cas présumés d’exécutions extrajudiciaires.  En raison de son militantisme, Salima Memcha a été victime de menaces et de harcèlement. Le 7 avril 2018, le jour où elle devait faire une déposition devant le Département des enquêtes criminelles (CID) sur l’affaire concernant son mari, des paramilitaires et des policiers de l’État ont vandalisé le domicile de Salima Memcha et l’ont prévenue qu’ils la surveillaient de près.  En Inde, il est presque impossible de poursuivre devant des tribunaux civils des membres des forces de sécurité ayant commis violé les droits humains. Cependant, en 2012, une plainte a été déposée pour exiger une enquête sur ces exécutions extrajudiciaires présumées, perpétrées par des membres des forces de sécurité au Manipur. En juillet 2017, la Cour suprême a ordonné au Bureau central d’enquêtes (CBI) d’ouvrir des enquêtes sur plus de 90 cas. En 2016, la Cour suprême a émis une observation sans précédent, reconnaissant que de telles atteintes aux droits humains ne pouvaient pas être justifiées par des raisons de sécurité nationale. Elle a ainsi ordonné au CBI d’ouvrir une enquête sur ces exécutions extrajudiciaires.  En 2016, la Cour suprême a émis une observation sans précédent reconnaissant que de telles atteintes aux droits humains ne pouvaient pas être justifiées par des raisons de sécurité nationale. Ainsi, elle a ordonné au CBI d’ouvrir une enquête sur ces exécutions extrajudiciaires. Les proches de victimes des exécutions extrajudiciaires dans l’État du Manipur font l’objet d’une pression accrue, et en conséquence, d’après la présidente de l’Association des familles de victimes d’exécutions extrajudiciaires au Manipur, des défenseur·e·s des droits humains sont « victimes d’actes de harcèlement, d’attaques, de menaces et d’intimidations ». |

|  |
| --- |
| Proposition et revendications en français |
| Veuillez écrire une lettre courtoise en hindi, anglais ou français **au Premier ministre de l’État du Manipur**. Demandez-lui de mettre fin aux manœuvres d’intimidation et de harcèlement et aux attaques dont sont victimes Salima Memcha et les défenseur·e·s des droits humains en lien avec l’Association des familles de victimes d’exécutions extrajudiciaires au Manipur (EEVFAM). |
|  |
| **🡪** Utilisez la **formule d’appel** : Dear Chief Minister, / Monsieur le Premier ministre, |
|  |
| **🡪** Vous trouverez un **modèle de lettre en français** **à la page 3.** |

**🡪 Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |  |
| --- | --- |
| Lettre adressÉE au PREMIER MINISTRE DE MANIPUR: | Copie À |
| PREMIER MINISTRE DE L’ÉTAT DU MANIPUR : Nongthombam Biren Singh Manipur CM Office, 4th Block, Western Block New Secretariat, Imphal, Manipur Inde- 795001  Fax : +91 038 5245 1398 E-mail : [cmmani@mani.nic.in](mailto:cmmani@mani.nic.in) | Ambassade de la République de l'Inde Kirchenfeldstrasse 28 Case postale 406 3005 Berne  Fax: 031 351 15 57 E-mail: [hoc.berne@mea.gov.in](mailto:hoc.berne@mea.gov.in) |

|  |
| --- |
| **MESSAGES DE SOLIDARITÉ**  Vous pouvez écrire des messages de solidarité en anglais ou en hindi à Salima Memcha :  Salima Memcha and EEVFAM / Kwakeithel Thiyam Leikai / Imphal, 795001 / Manipur / INDIA |

|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli -2/2 | Septembre 2018 |
| En prison depuis 2015 | |
| Russie | |
| Oleg Sentsov et Alexandre Koltchenko | |

|  |
| --- |
| Le 25 août 2015, un tribunal militaire de Russie a condamné Oleg Sentsov, réalisateur ukrainien, et Alexandre Koltchenko, militant des droits sociaux, à respectivement 20 et 10 ans de prison, à l’issue d’un procès inique. Les deux hommes ont été condamnés pour avoir prétendument créé une antenne d’un «groupe terroriste» et organisé des «actes terroristes» en avril 2014. Les deux hommes s’étaient opposés à l’annexion de la Crimée par la Russie.  Oleg Sentsov a entamé une grève de la faim le 14 mai, pour demander la libération de «tous les prisonniers politiques ukrainiens» actuellement détenus par la Russie. Le 4 juin, l’avocat d’Oleg Sentsov a rapporté que son client avait perdu huit kilos depuis qu’il avait entamé sa grève de la faim et que les médecins de la prison l’avaient prévenu que s’il continuait sa grève, ses reins seraient gravement menacés et qu’en cas de défaillance rénale, il serait soumis à une alimentation forcée. |

|  |
| --- |
| Proposition et revendications en français |
| Veuillez écrire une lettre courtoise **au procureur général** en russe, anglais ou en français :  Demandez-lui instamment de libérer immédiatement Oleg Sentsov.  Exigez qu’il s’engage à prendre immédiatement des dispositions en vue du réexamen du cas d’Alexandre Koltchenko, à annuler sa déclaration de culpabilité, prononcée sur la base d’accusations de terrorisme fausses ou disproportionnées et à veiller à ce qu’il soit libéré ou jugé dans le cadre d’un procès équitable devant un tribunal civil, sur la base de charges appropriées. |
|  |
| **🡪** Utilisez la **formule d’appel** : Dear First Deputy Head of the Presidential Administration, / Monsieur, |
|  |
| **🡪** Vous trouverez un **modèle de lettre en français** **à la page 4.** |

**🡪 Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |  |
| --- | --- |
| Lettre adressÉE au PREMIER DIRECTEUR ADJOINT DE L’ADMINISTRATION PRÉSIDENTIELLE | Copie À |
| Sergey Vladilenovich Kirienko Administration of the President of the Russian Federation Ul. Ilika 23/16, pod’ezd 11 103132 Moscow Russia | Ambassade de la Fédération de Russie Brunnadernrain 37 3006 Berne  Fax: 031 352 55 95 E-mail: [rusbotschaft@bluewin.ch](mailto:rusbotschaft@bluewin.ch) |

Expéditeur:

N. Biren Singh

Manipur CM Office

4th Block, Western Block

New Secretariat

Imphal, 795001

Manipur

INDIA

Lieu et date :

Au sujet de: Salima Memcha

Monsieur le Premier ministre,

Salima Memcha est l’une des centaines de personnes de l’État du Manipur dont des membres de la famille ont été tués dans des exécutions extrajudiciaires.

En raison de son militantisme, Salima Memcha a été victime de menaces et de harcèlement. Le 7 avril 2018, le jour où elle devait faire une déposition devant le Département des enquêtes criminelles (CID) sur l’affaire concernant son mari, des paramilitaires et des policiers de l’État ont vandalisé son domicile et l’ont prévenue qu’ils la surveillaient de près.

Cette situation me préoccupe beaucoup et je vous demande, Monsieur le Premier ministre, de **mettre fin aux manœuvres d’intimidation et de harcèlement** et aux attaques dont sont victimes **Salima Memcha** et les défenseur·e·s des droits humains en lien avec l’Association **EEVFAM** (Association des familles de victimes d’exécutions extrajudiciaires au Manipur).

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République de l'Inde, Kirchenfeldstrasse 28, Case postale 406, 3005 Berne

Fax: 031 351 15 57 / E-mail: hoc.berne@mea.gov.in

Expéditeur:

Sergey Vladilenovich Kirienko

Administration of the President of the Russian Federation

Ul. Ilika 23/16, pod’ezd 11

103132 Moscow

RUSSIA

Lieu et date :

Au sujet de: Oleg Sentsov et Alexandre Koltchenko

Monsieur,

La situation des deux prisonniers, Oleg Sentsov, réalisateur ukrainien, et Alexandre Koltchenko, militant des droits sociaux, me préoccupe beaucoup.

Je vous demande instamment, Monsieur, de **libérer immédiatement Oleg Sentsov**.

De plus, je vous demande de vous engager à **prendre immédiatement des dispositions en vue du réexamen du cas d’Alexandre Koltchenko**, à **annuler sa déclaration de culpabilité**, prononcée sur la base d’accusations de terrorisme fausses ou disproportionnées et à veiller à ce qu’il soit libéré ou jugé dans le cadre d’un procès équitable devant un tribunal civil, sur la base de charges appropriées.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la Fédération de Russie, Brunnadernrain 37, 3006 Berne

Fax: 031 352 55 95 / E-mail: rusbotschaft@bluewin.ch